

[Accueil](#) > [Actu](#) > [Société](#)



Publié le 12/09/2019 à 20:31

🕒 /

Modifié le 12/09/2019 à 20:32

💬 1 commentaire 🔄 14 partages 📍 Lézignan-Corbières

SOCIÉTÉ

Mobilisation contre la disparition des neuf centres audois des Finances publiques à Lézignan-Corbières

SOCIÉTÉ. L'Intersyndicale de l'Aude a lancé un appel largement suivi par les élus du territoire pour se mobiliser contre la disparition des neuf centres audois des Finances publiques.

Hier à 10 h 30, la rue Guynemer où se situe le centre des Finances publiques a été investie par bon nombre de syndicalistes audois, suite à un appel lancé par l'Intersyndicale de l'Aude (1) pour se mobiliser contre la fermeture programmée de neuf centres des Finances publiques, dont celui de la ville. Un appel largement suivi par les élus de la Région Lézignanaise Corbières et Minervoise avec 25 maires présents, ainsi que des secrétaires de mairie, aux côtés des Gilets jaunes locaux. Les prises de parole se sont succédées avec une intervention des syndicats, qui alertent sur la désertification de

plus en plus importante des services publics dans le département : " À la place de ces trésoreries, des maisons France service, voulues par le Président Macron, assureront une simple mise en relation avec les services des Finances publiques par le biais d'un ordinateur avec du personnel non qualifié et précarisé et ce aux frais des communes. Par ailleurs, le service des impôts des entreprises de Limoux qui assure des missions de proximité à l'attention des artisans, commerçants et petites entreprises sera prochainement transformé en antenne de Carcassonne, avec la menace d'être supprimé, obligeant les usagers à se déplacer pour des renseignements et conseils essentiels ". Les syndicalistes parlent "d'enfumage" et d'inégalité de traitement pour les citoyens, les professionnels et les collectivités.

Des élus contre le projet gouvernemental

Un discours soutenu par les élus du territoire intercommunal par la voix de Serge Lépine, maire communiste de Camplong-d'Aude, qui a représenté le président de l'Intercommunalité (et maire de Lézignan-Corbières), ne pouvant être présent : " La communauté de communes soutient le personnel de la perception de la ville et a voté en conseil une motion pour le maintien de la trésorerie. Nous nous élevons contre ce gouvernement qui organise un vaste plan de fermeture des perceptions sous le couvert du ministère des Comptes publics au détriment des contribuables et notamment des plus fragiles. La population de notre territoire rural est touchée, ainsi que nous, qui sommes les ordonnateurs. La perception est un lien humain et fondamental pour gérer au cas par cas les problèmes complexes. À savoir que pour les plus démunis, la perception n'acceptera plus de paiement en liquide en 2022 et cette tâche sera transférée aux buralistes. On marche sur la tête. On s'élève fermement contre ces mesures discriminatoires. Le recouvrement des impôts est une mission régaliennne de l'État et on ne veut pas qu'elle soit relayée au secteur privé.

Pour empêcher cela et garder nos services publics, nous devons nous mobiliser et faire appel à la population. En ruralité, on en a marre de cette casse publique et de cette austérité à tous les étages. Nous, élus et syndicalistes, nous choisissons la voie de la riposte contre ces néfastes politiques ultralibérales. Le directeur départemental des Finances publiques applique à la lettre les mesures gouvernementales, ils risquent de voir les élus munis de leur écharpe venir le "bouléguer" (comprendre secouer)". Une fin d'intervention très applaudie par l'assemblée présente. À noter que l'adjoint au maire de la ville, René Fremy est aussi intervenu et qu'à l'issue de la manifestation, les élus se sont rendus à Ferrals-les-Corbières pour soutenir son maire Gérard Barthez, qui s'élève avec la coordination de défense de la Poste contre la suppression de 15 heures d'ouverture du bureau local. Un combat de plus, comme celui des hôpitaux, des urgences et de tout le secteur public mis à mal depuis de nombreuses années. L'Intersyndicale de l'Aude prévient qu'elle sera mobilisée tous les jeudis et vendredis sur les sites prochainement menacés de fermeture (2). Elle appelle également les citoyens à écrire au directeur des Finances publiques de l'Aude (ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr), au préfet (communication@aude.pref.gouv.fr) avec copie aux députés autois (Danièle Héryn, Mireille Robert et Alain Péréa).